

Le Canada et la conclusion du pacte de famille de 1761

Claude de Bonnault

Volume 7, Number 3, décembre 1953

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301606ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301606ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

de Bonnault, C. (1953). Le Canada et la conclusion du pacte de famille de 1761. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 7(3), 341–355.
<https://doi.org/10.7202/301606ar>

LE CANADA ET LA CONCLUSION DU PACTE DE FAMILLE DE 1761

En 1754, l'ambassadeur d'Espagne à Londres s'appelait don Félix de Abreu. Les ambassadeurs espagnols passaient sous l'ancien régime pour des gens bien informés. Les agents secrets qu'ils savaient s'attacher leur fournissaient de bons renseignements.

Don Félix de Abreu plus qu'un autre en avait besoin. Car c'est à une époque critique qu'il avait à exercer sa mission et dans un pays à la politique duquel celle de l'Espagne était en quelque sorte suspendue. La paix régnait en Europe. Mais cette paix était précaire. Dans les chancelleries, dans les conseils des souverains, l'on savait que tôt ou tard la guerre allait éclater. Pour deux raisons, dont l'une était en Allemagne et l'autre au delà des mers. Deux puissances la voulaient, l'Autriche, l'Angleterre. L'Autriche se faisait un point d'honneur de reprendre la Silésie. Son ambition allait plus loin, jusqu'à vouloir anéantir la monarchie prussienne en qui elle voyait déjà une rivale pour la domination de l'Allemagne. Si elle le laissait grandir, cet État ne grouperait-il pas autour de lui tous les membres protestants de l'Empire, ne constituerait-il pas un centre d'attraction pour les principautés et souverainetés de l'Allemagne du Nord ? L'Angleterre, elle aussi, voulait la guerre. Pour arracher à la France le Canada, c'est-à-dire l'empire de l'Amérique du Nord. La France était pacifique; elle n'avait aucun intérêt à un conflit armé. Mais elle se liera imprudemment à l'Autriche par le premier traité de Versailles (1756). Elle sera obligée de faire la guerre en Allemagne pour l'Autriche contre la Prusse, en Amérique pour ses propres possessions contre l'Angleterre, alliée de la Prusse. La guerre en Allemagne, c'était le passé. La guerre en Amérique, pour l'Amérique, c'était l'avenir. L'erreur capitale de la France fut de se croire assez forte pour pouvoir rester fidèle à son ancienne politique d'intervention en Allemagne en même temps qu'elle aurait

sauvé ses intérêts dans le Nouveau Monde et maintenu les positions qui la faisaient maîtresse du Saint Laurent au golfe du Mexique, de Québec aux Montagnes Rocheuses.

L'Espagne regardait ces choses-là avec plus que de la curiosité, avec l'intérêt passionné qu'on apporte à des affaires personnelles. Celles d'Amérique avaient pour elle beaucoup plus d'importance que celles d'Europe. Sa grandeur tenait à l'étendue de ses domaines d'outre-Atlantique. Tout changement dans les rapports entre les puissances établies en Amérique risquait d'avoir une répercussion aux Indes espagnoles.

En dépit de toutes ses vice-royautés, audiences, capitaineries générales du nouveau monde, de ses millions de sujets, de ses centaines de mille de créoles, l'Espagne se sentait là beaucoup moins forte que la France. Elle redoutait la France, ses 1,800 hommes de troupes de la marine, elle avait peur pour la Floride et surtout pour le Mexique. Mais les convoitises de l'Angleterre commençaient à l'effrayer. Amie de l'Angleterre, sans être ennemie de la France, elle aurait désiré qu'entre elles deux la balance restât égale et que le *statu quo* se maintînt sans modification.

Elle épiait, surveillait, observait, prête à modifier son attitude selon le cours que prendraient les événements. Toutes les nouvelles d'Amérique étaient, à Madrid, recueillies avec soin. Voici ce que, le 27 juin 1754, D. Félix de Abreu mande à D. Richard Wall, ministre des affaires universelles (ou étrangères): "J'ai trouvé le duc de Newcastle (premier lord de la Trésorerie) passablement ennuyé d'une nouvelle qu'il venait de recevoir. Au mois d'avril de cette année, un corps de 1,000 Français a attaqué et pris un fort des Anglais en Virginie, dans lequel il y avait seulement un enseigne et 40 hommes, les Français prétendant qu'en tant que propriétaires du fleuve Ohio, ce fort qui y touche leur appartenait¹." C'était le premier acte de la "foudroyante offensive" du marquis du Quesne, l'affirmation de la volonté française de s'établir sur la Belle Rivière. Les Espagnols, à cette date, poursuivaient encore une politique de

1. Le duc de Mirepoix, ambassadeur de France à Londres, le 1er juillet, transmet la même information à son ministre M. de Saint Contest: "nos gens au Canada s'étaient emparés d'un fort sur les frontières de la Virginie d'où ils avaient chassé les Anglais". (R. Waddington, *Louis XV et le renversement des alliances* (Paris, 1896), 56).

rapprochement avec l'Angleterre. Ils adoptaient la thèse anglaise: la vallée de l'Ohio fait partie de la Virginie. Abreu vantera bientôt la "modération" de la Grande-Bretagne et insistera sur ses droits à la possession de l'Amérique du Nord. Mais le ministère anglais se résigna à ne pas faire de représentations sur l'incident d'avril à la cour de France. L'Angleterre ne se souciait pas d'engager avec la France une guerre exclusivement coloniale. La France l'intimidait. Il lui fallait entraîner l'Europe dans le conflit, occuper sur le continent les armées françaises².

Le cabinet britannique dépendant affectait de prolonger avec la France les pourparlers pour la délimitation des frontières en Amérique. Abreu informait son gouvernement de ce qu'il apprenait à ce sujet. Le 27 janvier 1755, il note le refus de la France de rien céder sur l'Ohio. Les forts du marquis du Quesne — il l'a bien vu — constituent "le motif principal de la querelle et la cause pour laquelle s'est élevée la tempête³."

Les négociations se poursuivaient. Mais déjà la parole était passée aux armes. Abreu, qui avait tenu sa cour au courant des préparatifs militaires des deux puissances, l'avertit des premières opérations d'Amérique. Ainsi, le 31 juillet 1755, il communique à Richard Wall une nouvelle très sérieuse, la prise par les Anglais des forts de Beauséjour et de Gaspereau. Il lui envoie la copie d'une lettre du lieutenant-gouverneur Lawrence au chevalier Robinson, ministre anglais des Affaires Étrangères, datée d'Halifax, 28 juin 1755, relatant le siège et la reddition des deux forts. Il a tout de suite saisi la portée de ces succès: "Les Anglais sont maintenant maîtres de tout l'isthme." Ils vont pouvoir donner tous leurs soins à la conquête de Louisbourg et du Cap Breton⁴.

Fin août, il envoie à Madrid des relations de la défaite de Braddock aux Petits Champs, sur le Monongahela⁵.

Le 30 octobre, c'est une victoire anglaise qu'il raconte, la bataille du baron de Dieskau. "Ce que l'on sait jusqu'à présent se

2. Simancas, (Archives d'Espagne), Estado, Leg. 6.926.

3. Simancas, Estado, Leg. 6.928.

4. Simancas. Estado, Leg. 6.929.

5. Simancas. Estado, Leg. 6.929.

borne à ceci: les Français, au nombre de 1,500 hommes, tant réguliers qu'irréguliers, ont attaqué le camp des Anglais où il y avait 3,000 hommes; le combat a été très vif de part et d'autre; les Français ont dû se retirer en perdant de 7 à 900 hommes⁶."

Toujours soucieux de documentation exacte, Abreu joint à sa lettre copie de celle que M. Wentworth, gouverneur du New Hampshire, avait adressée à sir Thomas Robinson le 19 septembre. Ses renseignements sont précis, exacts. C'est sur la carte qu'il suit la marche des opérations.

Le 16 février 1756, l'Angleterre est assurée — par les négociations préliminaires du premier traité de Versailles (1er mai) — d'une diversion en Allemagne. Le roi de Prusse avait vainement proposé ses bons offices pour réconcilier la France et l'Angleterre. L'Angleterre ne craint plus désormais d'afficher son programme et de dévoiler ses buts de guerre: l'isthme acadien, l'Ohio, la rive gauche du Saint Laurent. Abreu juge inacceptable pour Louis XV de telles propositions. Il y va "de l'honneur et de la gloire de la France"

La guerre est déclarée. Le 5 octobre 1756, Abreu annonce à sa cour la prise d'Oswego — on n'en tenait encore la nouvelle à Londres que par des déserteurs français arrivés à Albany. L'ambassadeur espagnol ne doute point de son exactitude. Et immédiatement il en tire la leçon qui s'impose. Les Anglais vont être attaqués chez eux. "Votre Excellence voit tout de suite combien importante est cette victoire: la province de la Nouvelle York demeure exposée aux incursions des ennemis; il n'y a plus d'autre fortification suffisante pour les arrêter".

Et le 30 novembre, le bruit circule à Londres que les Français sont sur le point de se rendre maîtres de la Pennsylvanie et de la province de New York⁸.

Le 4 janvier 1757, Abreu, reflétant l'opinion du gouvernement britannique, estime que si les Anglais peuvent, à la réouverture de la campagne, arrêter l'avance des Français, ce sera pour eux un grand bonheur. Les incursions françaises en Pennsylvanie et dans la

6. Simancas. Estado, Leg. 6.929.

7. Simancas. Estado, Leg. 6.933.

8. Simancas. Estado, Leg. 6.934.

Nouvelle York continuent —et réussissent — en dépit de la mauvaise saison⁹.

Mais l'attention d'Abreu va se porter de préférence sur Louisbourg et l'Île Royale qu'il appelle toujours Cap Breton. Il écrit le 6 janvier 1758 — dans une lettre chiffrée — que le but des armements anglais est sans aucun doute le Cap Breton. "Le ministère tient pour immanquable le succès de cette expédition." Ce succès, il le lui faut pour s'assurer la fidélité de Frédéric II. "Le ministère anglais se flatte tant du succès de cette expédition qu'il ne cesse d'en écrire au roi de Prusse pour l'exciter à poursuivre la guerre, en lui faisant espérer que la prise du Cap Breton compenserait tous les malheurs qu'il pourrait éprouver" (3 février, lettre chiffrée). Abreu consigne pour son ministre tous les avis qui lui parviennent des opérations autour de l'Île Royale (24 février, 17 mars, 7 avril, 28 avril, 26 mai, 16 juin, 7 juillet). Et enfin le 18 août, il annonce à Madrid la prise de Louisbourg. "La joie de Sa Majesté Britannique et de tous ses ministres est inexprimable et je ne m'en étonne pas, puisqu'ils regardent cet événement comme ce qui pouvait leur arriver de plus heureux dans tout le cours de la guerre. La France ne perd pas seulement une place importante, mais aussi une grande partie de sa marine et, par voie de conséquence, de son commerce. L'Angleterre en plus de ces avantages en obtient un autre qui, à mon avis, n'est pas de médiocre considération. Elle peut désormais disposer de 40 vaisseaux de guerre, ainsi que de troupes de terre, pour les employer là où elle voudra en Amérique du Nord, et le gouvernement aura de la nation tout l'argent qu'il lui demandera."

L'orgueil britannique s'exalte. Le ministère met l'Espagne en présence d'un quasi ultimatum: qu'elle cesse de traiter les corsaires anglais en pirates, sinon la guerre (25 août)¹⁰.

Le 1er septembre 1758, Abreu s'épouvante des ambitions anglaises. Elles s'étalent au grand jour. Dans une lettre chiffrée à cette date, Abreu mande à D. Ricardo que les Anglais ne déposeront point les armes avant d'avoir expulsé les Français de tout le Canada. Déjà l'amiral Boscawen se propose d'aller hiverner dans l'île d'Orléans¹¹.

9. Simancas. Estado, Leg. 6.936.

10. Simancas. Estado, Leg. 6.9.

11. Simancas. Estado, Leg. 6.943.

Le Canada — avait décidé M. Pitt — serait réduit en 1758. La victoire de Carillon dérange ce plan. L'attaque sur Québec est remise au printemps (8 septembre, lettre chiffrée). Les Anglais veulent à toutes forces s'emparer du Canada, pour le garder à la paix ou au besoin l'échanger si c'est nécessaire pour sauver la Prusse. La déroute de Ticonderoga leur a pourtant fait perdre quelque peu de leur superbe. Ils protestent de leur désir de "vivre en bonne harmonie avec l'Espagne"¹².

Mais d'Amérique les nouvelles se succèdent, toutes annonciatrices de reculs de la France. Le 31 octobre, Abreu s'émeut de la prise du "fort Frontenac ou Cadaraqui sur le lac Ontario à l'entrée du fleuve Saint Laurent". Il sait bien ce dont il parle et il joint à sa lettre le numéro extraordinaire de la Gazette de Londres du même jour où était publiée la lettre du colonel Bradstreet (Oswego, 31 août) relatant l'événement. Le 7 novembre, Abreu s'empresse de mander à son chef la victoire remportée par Ligneris à un quart de lieue du fort du Quesne; il lui communique le récit qui en a été fait à Philadelphie le 28 septembre.

Aucun revers ne saurait plus arrêter les Anglais. Dans un message chiffré du 22 décembre, Abreu révèle leurs projets pour l'année suivante: Québec, l'Acadie (c'est-à-dire la Rivière Saint-Jean), Carillon, Crown Point (la Pointe-à-la-Chevelure), le fort Duquesne.

Les événements le devançant. En janvier 1759, le bruit court à Londres que les Anglais se sont emparés du fort Duquesne. Le 18, dans la matinée, on a la confirmation de ces rumeurs. Un marchand, qui arrivait par le paquebot postal de New York, peut assurer M. Pitt que rien n'est plus vrai. Le 19, Abreu écrit à Madrid: "Cette expédition est considérée ici comme d'une extrême importance. Non seulement parce qu'elle garantit aux Anglais leurs communications avec les lacs, mais encore parce qu'elle facilitera grandement les opérations de la campagne prochaine en Amérique du Nord." Le 23 janvier, Abreu juge nécessaire de revenir sur ce fait de guerre. Il envoie à sa cour la traduction d'une relation officielle datée de Whitehall, 20 janvier. Il n'y ajoute d'ailleurs aucun commentaire; on le sent atterré¹³.

12. Simancas. Estado, Leg. 6.943.

13. Simancas. Estado, Leg. 6.945.

La France est vaincue, réduite à la défensive. Il ne voudrait pas qu'elle fût écrasée. Le 1er juin les circonstances amènent sous sa plume, dans une lettre chiffrée à son ministre, une des phrases les plus lucides qui aient été écrites à cette époque, une phrase quasiment prophétique: "Si les Français pouvaient sauver Québec, cela vaudrait mieux pour eux que de gagner des batailles en Allemagne et certainement ils trouveraient les Anglais beaucoup plus traitables pour un arrangement, parce qu'à la vérité c'est avec beaucoup de peine qu'ils vont de l'avant." Le moment approche où ce n'est plus en Europe que sera la grandeur des puissances européennes, mais hors d'Europe. Abreu l'a pressenti.

Il suit attentivement le cours des péripéties qui se déroulent autour de Québec. Le 6 juillet, il écrit: "La supériorité des forces anglaises en Amérique du Nord est telle qu'à moins d'un miracle, il n'y a pas de doute qu'ils n'arrivent à réduire complètement le Canada." Ce miracle, il l'appelle de ses vœux. Le 16 octobre, il est heureux de faire connaître les variations de l'opinion publique: "On doute maintenant que les Anglais puissent achever cette année la conquête du pays." La résistance française a déconcerté le gouvernement britannique. La *London Gazette*, dans un numéro du 8 septembre, raconte bien la défaite des Français à Niagara, la capitulation du fort (Abreu la transmet le 12), mais le pessimisme prévaut. Il y a près d'un mois que Québec est anglais et le gouvernement — qui ne le sait pas — cherche à préparer la nation à l'acceptation d'un échec. Il la prédispose à la résignation. Brusquement, alors qu'"il n'y avait plus aucune apparence que les Anglais fissent cette année-là la conquête de Québec", des dépêches arrivent qui en annoncent la capitulation, "succès inespéré, extraordinaire, puisque les Anglais étaient inférieurs en nombre."

Le peuple anglais s'imagine que la France est ruinée pour toujours. M. Pitt se défend de ces exagérations. Il connaît les ressources immenses de cette monarchie. Il manifeste à Abreu son désir "de vivre dans la plus parfaite union avec l'Espagne" (lettre chiffrée du 26 octobre).

Abreu n'est pas dupe de ces protestations. Il a eu communication des conditions que M. Pitt entend imposer à la France. Il les juge inacceptables pour la France. M. Pitt exige Minorque, le Cap Breton, Crown Point, Ticonderoga, les forts de l'Ohio. Il ne croit pas que

Québec constitue la pierre d'achoppement des négociations. L'Angleterre ne refuserait pas de le rendre à la France. Malgré tout, il conclut: "Votre Excellence voit bien qu'à moins d'événements extraordinaires, une réconciliation générale ne paraît pas prochaine. Une clause qui laisserait le Cap Breton à l'Angleterre, les rendrait maîtres du fleuve Saint Laurent et entraînerait la ruine totale des pêcheries françaises de Terre Neuve qui emploient la plupart des matelots français. Aussi est-il naturel que la France essaie de voir auparavant ce que pourrait lui donner une bonne campagne en Allemagne¹⁴." Abreu se croit obligé de faire suivre à Madrid la traduction d'une feuille d'informations — Whitehall, 27 novembre — contenant une lettre du major général Amherst à M. Pitt, de Crown Point, 22 octobre. Il s'intéresse à tout ce qui se passe en Amérique du Nord et ne pense pas que son ministre puisse rester indifférent, même aux opérations sur le lac Champlain¹⁵.

Il ne se résigne pas à considérer comme un fait accompli la ruine complète de l'empire français d'Amérique. Le 30 novembre, il fait cette remarque: "Il reste encore à la France en Amérique du Nord plusieurs postes qui sont forts et ont de l'importance." Et le 30 novembre — par lettre chiffrée — il laisse entrevoir ces perplexités de son cœur: "Bien loin que la reddition de Québec ait entraîné la conquête de tout le Canada, Votre Excellence comprendra... qu'il y a encore des détachements français non négligeables à vaincre... On craint (en Amérique anglaise) que, durant l'hiver, les Français ne profitent des glaces pour transporter leur artillerie et ne tentent de reprendre Québec en faisant, de tout ce qu'on peut rassembler de troupes réglées et de Canadiens, une force de 8,000 hommes. Je ne prétends pas faire croire à Votre Excellence que la chose soit faisable. Je la juge au contraire à peu près impossible, d'autant plus que les Anglais ont laissé 5,000 hommes de garnison à Québec." Ces 5,000 hommes ennuièrent M. d'Abreu¹⁶.

Mais il va sortir de sa réserve habituelle. Le 19 décembre, il donne l'alarme: "Depuis qu'est arrivée la nouvelle de la capitulation

14. Simancas. Estado, Leg. 6.945.

15. Simancas. Estado, Leg. 6.945.

16. Simancas. Estado, Leg. 6.945.

de Québec, j'ai mené une enquête sur les informations secrètes que ce ministère aurait pu avoir reçues d'Amérique, pour savoir exactement où en étaient les choses et les dispositions qui y étaient prises. Cette conquête, à mon avis, donne à la nation anglaise un nouveau pouvoir bien dangereux pour les autres puissances maritimes et commerciales." Il pense — d'après ce qui lui a été dit — que l'Angleterre va maintenir en Amérique du Nord la majeure partie de ses forces de terre et de mer. Pour trois raisons. D'abord, il lui faut réduire les détachements français de Montréal et des Trois-Rivières. En second lieu, elle craint un soulèvement des sauvages français. Troisièmement, il y a un pays immense à défendre et la France peut vouloir recouvrer une partie de ce qu'elle a perdu. Tout ceci, Abreu le mande en langage chiffre¹⁷.

Nouvelle lettre chiffrée le 1er février 1760, celle-ci d'un intérêt capital:

"Mardi, j'ai eu une longue conversation avec M. Pitt. Il m'a parlé des affaires étrangères avec plus de confiance et de franchise que jamais...

Nous avons parlé de l'Amérique du Nord. Il m'a dit que pour qui examinerait bien les choses, l'Angleterre n'avait durant cette guerre fait d'autre acquisition que Québec et Louisbourg puisque toutes les autres conquêtes faites dans ce continent n'étaient que des récupérations par l'Angleterre de ce qui lui appartenait en vertu du traité d'Utrecht: ainsi de la Nouvelle Écosse et de ses dépendances, ainsi des forts de Niagara, Crown Point, Ticonderoga, Oswego, Duquesne et autres forts que les Français avaient élevés en territoire anglais grâce à une négligence, à un silence impardonnables au temps du chevalier Walpole. Sur ce pied-là, aucune puissance ne devrait trouver mauvais que l'Angleterre, ayant fait la guerre pour reprendre ce qu'on lui avait pris, le garde à la paix. A l'égard de Québec et de Louisbourg, c'étaient certainement de nouvelles acquisitions, puisque le traité d'Utrecht les avait laissés à la France. Mais, puisque la Providence avait favorisé les Anglais par tant de succès, et que la France les avait obligés à une guerre si coûteuse et sanglante, il était juste et équitable qu'ils conservent ces deux possessions, au moins une des deux, par manière de dé-

17. Simancas. Estado, Leg. 6.945.

dommagement. La nation voudrait que l'Angleterre garde toutes ses conquêtes. Mais lui voyait bien que c'était impossible et il en restait à son opinion qu'il fallait faire une paix qui ne fût pas abusive...¹⁸"

Abreu n'a pas jugé bon d'affaiblir cet exposé par aucune réflexion personnelle. Les propos cauteleux de Pitt ne l'ont pas trompé. Sans aucun doute, il a été épouvanté. Mais on le remplace, par un très grand seigneur, don Joaquin Pignatelli de Aragon, comte de Fuentes. Un poste important a changé de titulaire. C'est tout. Fuentes suit scrupuleusement la même ligne qu'Abreu, il voit les choses comme Abreu les voyait. Les lettres du nouvel ambassadeur auraient aussi bien été écrites par son prédécesseur. L'intérêt de l'Espagne leur inspire le même langage. Les alternatives de la fortune des armes en Amérique provoquent en eux les mêmes réactions. Le 18, le 20 juin 1760, le comte de Fuentes narre à sa cour, c'est-à-dire toujours à Richard Wall, la victoire des Français aux environs de Québec (Sainte Foy). "Mylord Holdeness m'a donné à entendre qu'il croyait déjà cette place au pouvoir des Français... Succès inespéré qui peut racommoder les choses autant que les avait dérangées la prise de Québec et qui sans doute humiliera un peu l'orgueil de la nation britannique¹⁹."

C'est le 17 juin que la rumeur s'était répandue à la Bourse de Londres que là où, l'année précédente, Montcalm avait été vaincu, sur les plaines d'Abraham, les Français venaient d'être vainqueurs. Les milieux d'affaires britanniques ont été consternés. Les actions baissent d'un point, et Fuentes se laisse aller à l'optimisme.

Mais les Anglais ont été secourus, les Français ne l'ont pas été, et Sainte-Foy aura été une victoire inutile.

Le prince de San Severino, ambassadeur de Naples à Londres, renseigne de son côté D. Ricardo. Il lui envoie un double de sa cor-

18. Simancas. Estado, Leg. 6.946.

19. Simancas. Estado, Leg. 6.947.

Charles III roi d'Espagne — à cette nouvelle — n'a pu cacher au Comte d'Assum, ambassadeur de France, la joie qu'elle lui causait, joie d'autant plus vive qu'elle lui faisait présager un revirement de la fortune. "Les Français ont enfin battu les Anglais. Je ne les reconnaissais plus, mais j'espérais toujours qu'ils reprendraient leur supériorité ordinaire." (R. Waddington, *Les débuts de la guerre de Sept ans* (4 vol., 1896—1908), IV: 421.

respondance. En octobre 1759, il lui avait adressé les numéros extraordinaires de la Gazette de Londres du 5 (contenant des lettres de Wolfe du 2 septembre, de l'amiral Saunders du 5) et du 17 (contenant des lettres de Townshend du 20 septembre, de Saunders du même jour avec le texte de la capitulation de Québec et la liste des morts). Le 5 septembre 1760, San Severino met Wall au courant de l'affaire de Restigouche, ultime et trop tardive tentative de la France pour ravitailler le Canada.

Le 7 octobre — à propos de la capitulation de Montréal — il donne son avis (8 septembre) sur la future paix. "Je suis persuadé que les Anglais rendront le Canada à la France; mais quelles en seront les limites? Le fleuve Saint Laurent indubitablement, puisque les Anglais en voudront garder toute la rive sud. Les Français ne posséderont plus le Canada que d'une façon très précaire²⁰."

Mais le destin se montre décidément contraire à la France. Les quelques postes qui tenaient encore dans l'intérieur du Continent allaient se rendre. La France se retirait du Canada, la France quittait l'Amérique du Nord. En juin 1761, les négociations s'ouvrirent pour la paix. L'Espagne ne semble pas les avoir vues d'un œil favorable. Le 30 juin, le comte de Fuentes fait une longue lettre chiffrée à D. Ricardo lui rendant compte de ce qui avait transpiré des premiers contacts entre Pitt et Bussy, envoyé français. Il relève les artifices, la mauvaise foi du gouvernement anglais. "L'Angleterre a peur de nous, insinue-t-il, et de la difficulté qu'il y aurait pour elle à continuer la guerre si nous nous en mêlions. Ce qui serait sans doute la ruine de la nation anglaise. Une année de plus de guerre la ruinerait à cause de ses dépenses d'Allemagne... Je doute beaucoup qu'ils obtiennent de garder le Canada, qui est ce que veut absolument le ministère anglais. Les autres difficultés sont surmontables, mais il me paraît difficile de céder sur ce point. Si l'Angleterre acquiert le Canada, nous aurons perdu pour toujours l'équilibre de l'Amérique; les Français ne pourront plus se maintenir en Louisia-

20. Simancas. Estado, Leg. 6.951.

Dans les premiers jours de décembre. Pitt soumettait à Frédéric II les conditions d'une paix séparée avec la France: "conserver le Canada, le Cap Breton, exclure les Français de la pêche de Terre-Neuve et leur rendre la Guadeloupe et Gorée ou garder ces deux colonies, retirer le droit de pêche et rendre une partie du Canada et nous contester des limites des lacs." (Waddington, *op. cit.*, IV: 909).

ne et sur le Mississipi. Si les Français veulent s'y mettre en état de résister aux Anglais, il est à craindre que ce soit à nos frais à cause du voisinage." Et il finit sur l'avertissement déjà donné: "l'Amérique a perdu son équilibre, parce que l'Angleterre a trop gagné et la France trop perdu". "Les Anglais veulent nous sacrifier à leur ambition sous le couvert d'une prétendue amitié²¹."

L'antipathie de la France et de l'Espagne, les rancunes de l'Espagne contre la France, n'avaient pu être désarmées par l'installation à Madrid de la même dynastie qu'à Paris²². Mais la raison d'État n'a que faire de sentimentalité. Les désastres de la France étaient pour l'Espagne une catastrophe. La France expulsée d'Amérique, une menace directe pesait sur les colonies espagnoles, c'était la prédominance, à plus ou moins longue échéance, dans l'hémisphère occidental, de l'élément anglo-saxon. La France ne pouvait plus être une rivale. Elle devait redevenir une amie, comme au Moyen âge.

L'Espagne, depuis l'avènement de Charles III (1759), se détachait tous les jours un peu plus de l'Angleterre, et D. Ricardo Wall, si partisan naguère de l'entente avec l'Angleterre suivait son maître. Depuis cent cinquante ans, l'Espagne attendait un roi, chez qui l'intelligence fût à la hauteur de sa charge écrasante. Elle l'avait enfin. L'appel d'Abreu, celui de Fuentes, ont été entendus. Le 15 août 1761 était signé le Pacte de Famille. Le troisième depuis 1715. Mais ceux de 1733, de 1743 avaient été plus ou moins sincères. En 1761, l'alliance conclue entre les deux branches principales de la maison de Bourbon était la plus étroite qui pût se concevoir: les deux monarchies "ne formaient plus qu'une seule et même puissance", s'unissaient dans un esprit de complète fraternité, résolues à courir ensemble les mêmes risques extrêmes. Le roi de Naples, l'infant duc de Parme compris dans le traité, entraient dans la "grande conspiration des Bourbons", cauchemar de l'Europe. Toutes les puissances méditerranéennes se dressaient déjà contre l'Angleterre; la France, étant déjà l'alliée de l'Autriche, les États catholiques se trouvaient tous ligüés contre la Grande-Bretagne.

De la conclusion du Pacte de Famille, on fait généralement

21. Simancas. Estado, Leg. 6.949.

22. Le 2 juin 1760, Choiseul envisageait encore le cas où "l'Espagne ferait la guerre à la France". (Waddington, *op. cit.*, IV: 920).

honneur à la diplomatie française. Le duc de Choiseul a pu laisser croire qu'il en était l'auteur, il a pu s'en vanter. Mais il savait bien qu'il y a des circonstances où le génie — il est possible qu'il en ait eu — où le génie ne suffit pas. L'Espagne est venue au secours de la France parce que cela lui a plu, parce qu'elle y a vu, pour elle, une nécessité vitale.

L'initiative est partie de Madrid et non de Versailles. Attribuer à la France la part qui revient à l'Espagne, c'était se tromper. L'on s'est trompé, parce qu'on n'avait pas exploité les archives de Simancas²³.

Sans doute, la France, battue sur terre et sur mer, diminuée, dépossédée, à bout de forces, a souhaité avoir l'Espagne avec elle, la mettre dans son camp. Mais ses efforts n'auraient pas rencontré le succès, si justement, à cette heure-là, l'Espagne n'avait pas jugé qu'elle devait agir, intervenir et qu'elle se condamnait elle-même en persistant dans sa neutralité.

L'Espagne se faisait illusion sur l'effet d'intimidation qu'elle espérait obtenir. "L'Angleterre a peur de nous", écrivait le comte de Fuentes le 30 juin 1761. Les Espagnols n'étaient pas loin de croire qu'il leur suffirait de montrer leur force, qu'ils n'auraient pas besoin de s'en servir; que la seule déclaration de l'"Union" amènerait les Anglais à composition et que pour éviter un choc avec les ressources intactes de S.M. Catholique, ils offriraient eux-mêmes de restituer à la France le Canada et l'Ohio.

Tout autre homme que Pitt eût probablement cédé. Mais Pitt chérissait les obstacles et les difficultés. Il s'est redressé dans le danger; il s'est durci sous les menaces. Il n'a rien voulu diminuer de ses exigences. Les négociations avec la France n'aboutissent pas. C'est tout le Canada qu'il faut à M. Pitt, y compris l'Ile Royale et l'Ohio. Seule reste hors de ses prises la pauvre petite Louisiane. Il ne restait plus à S.M. Catholique qu'à tirer l'épée. Le 2 janvier 1762, Charles III déclarait la guerre à l'Angleterre.

23. Il y a lieu de remarquer que de bonne heure la France avait tenté d'éclairer l'Espagne sur ses intérêts ou, si l'on préfère, de l'attirer de son côté avant que fût entreprise la grande offensive sur l'Ohio. Des avertissements avaient été donnés à la cour de Madrid que la perte de la France serait celle de l'Espagne, puisque c'est seulement sur la ruine de la France que l'Angleterre pouvait "espérer de faire réussir ses projets d'agrandissement en Amérique" (15 décembre 1753. Arch. des Colonies, C 11A, 99: 207-208). Mais l'Espagne avait résisté à toute espèce de suggestion.

L'Espagne concentre ses escadres, elle leur ordonne d'appareiller, de se réunir à celles de la France et de marcher toutes ensemble droit aux Anglais. Elle mobilise des finances — les plus prospères de l'Europe. — les richesses du Mexique et du Pérou. Et, avec toutes ses ressources, se jette en plein conflit. Pour quelle raison ? Il n'y a plus à se le demander²⁴.

De 1754 à 1759, la cour de Madrid avait poursuivi une politique d'entente cordiale avec l'Angleterre. Gibraltar, pris par les Anglais en 1704, et depuis retenu par eux, restait un point délicat entre les deux couronnes. Mais Gibraltar aux Anglais n'avait pas empêché l'amitié anglo-espagnole sous le règne de Ferdinand VI, prédécesseur de Charles III. Et pas davantage l'admission réclamée par l'Espagne aux pêches de Terre-Neuve ou ses griefs contre les établissements anglais du Honduras.

Ce n'est pas pour Gibraltar, ce n'est pas pour Terre-Neuve ou le Honduras que l'Espagne de Charles III s'est insurgée contre l'Angleterre, a risqué son prestige, a mis en péril sans hésiter sa grandeur retrouvée. Ce qu'elle a fait, elle l'a fait parce que l'équilibre de l'Amérique avait été rompu. Elle a couru l'aventure d'une guerre avec la puissance que, depuis cinquante ans, elle avait le plus ménagée, pour rétablir cet équilibre. Et l'équilibre en Amérique, il ne pouvait être restauré que si la France rentrait victorieuse au Canada.

L'axe de la politique internationale passait par Québec et le fort Duquesne. La position du Canada était une position mondiale.

Il ressort des textes que Louis XV avait cru contracter assurances, contre-assurances, réassurances pour se garantir de la perte du Canada. Mais la France et lui-même, au cours de cette guerre, ont joué de malheur, ont accumulé les mauvaises chances. On comptait sur Montcalm pour garder au moins Québec; et Montcalm par sa faute s'est laissé prendre Québec. On a compté sur les Russes, et au moment du coup décisif, les Russes ont fait volte-face. On a compté sur les négociations, sur la compensation de nos pertes par les gains faits en Allemagne, sur l'échange du Canada contre l'électorat de Hanovre; mais l'agent envoyé à Londres en 1761, François

24. Le duc de Choiseul lui-même s'exagérait "les moyens d'action de l'Espagne", sa capacité de pression pacifique sur l'Angleterre. (Waddington, *op. cit.*, IV: 435).

de Bussy, premier commis des Affaires Étrangères, touchait depuis 1734 une pension du ministère anglais... et il a su persuader son gouvernement que son gage n'avait aucune valeur. Suprême espoir: l'Espagne. On l'a eue avec soi, l'Espagne. Mais l'Espagne n'a rien fait recouvrer à la France de ce qu'elle avait perdu. C'est elle qui a perdu la Floride, et la France pour la consoler a dû lui abandonner la Louisiane.

Plus de bonheur ne signifie pas forcément plus de génie ou de prudence. Les calculs d'Olivares étaient peut-être plus justes que ceux de Richelieu... On peut toujours relire Salluste: "Il arrive des contretemps qui déconcertent toutes les mesures que les plus habiles ont prises; mais bien que ces mesures ne soient pas heureuses, elles n'en doivent pas être moins estimées" (trad. de Amelot de La Houssaye).

Claude DE BONNAULT

Articles forcément remis. — Surabondance de matières, encore cette fois en la *Revue*.
A notre grand regret, il nous faut de nouveau remettre à la prochaine livraison:

1. De Wilfrid-H. Paradis: *Le nationalisme canadien dans le domaine religieux: l'affaire de l'abbé Thavenet*;
2. De Robert-Lionel Séguin: *Les bêtes à cornes et leurs implications historiques en Amérique française*;
3. De Fernand Lefebvre: *La vie à la prison de Montréal au XIXe siècle*;
4. De Gabriel Debien: *Les Papiers de l'abbé LeBer*;
5. Divers documents et notes. Et quelques articles sur l'Histoire des Antilles françaises.
6. De J.-A. Robert Pichette: *Prudent-L. Mercure a-t-il écrit l'Histoire du Madawaska?*